



LE LIVRE BLANC DE LA CPME PARIS

POUR UNE MANDATURE GAGNANTE

DÉCEMBRE 2025

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Paris est confronté à un paradoxe entre son rayonnement international et une fragilité interne menaçant son économie de proximité. Le Livre blanc de la CPME Paris dresse un constat sans appel. Ce déséquilibre est illustré par **une réalité économique à deux vitesses** : en 2024, un record de 101 000 créations d'entreprises masque mal un bond de 22% des défaillances, notamment dans l'économie de proximité. La fuite de 136 000 Parisiens en 10 ans, parmi lesquels de nombreux entrepreneurs et collaborateurs, est une hémorragie démographique préoccupante qui témoigne d'un profond déséquilibre.

UN DIAGNOSTIC BASÉ SUR LA CONSULTATION

La CPME Paris fonde son analyse sur **une approche pragmatique, complétée par deux sondages** réalisés par l'institut Cluster 17 auprès des chefs d'entreprise et des salariés des TPE-PME parisiennes, en octobre et novembre 2025, pour mieux connaître leurs perceptions de la Ville de Paris et leurs attentes à l'approche des municipales de 2026. Ces enquêtes révèlent **un mécontentement marqué et une perception d'une déconnexion administrative et opérationnelle de la Mairie**. Le jugement sur la politique municipale est massivement négatif chez les dirigeants. Ils sont insatisfaits du coût des locaux, de la circulation, du stationnement, de la propreté, du logement. Plus d'un dirigeant sur deux et près d'un salarié sur deux envisagent de quitter Paris. Moins d'un chef d'entreprise sur 10 juge efficace l'accompagnement administratif des TPE-PME, soulignant un manque de confiance institutionnelle.

LES 6 LEVIERS D'ACTION PRIORITAIRES

Pour engager un "sursaut municipal" et inverser cette tendance, **la CPME Paris propose un nouveau pacte pour la capitale, articulé autour de 6 leviers d'action prioritaires, déclinés en 30 propositions concrètes** (projets structurants, mesures opérationnelles, réformes réglementaires):

1. **Économie et emploi** : passer d'une "croissance sans les TPE-PME" à un écosystème qui soutient activement l'activité locale.
2. **Sécurité et propreté** : rétablir la sérénité publique en luttant contre l'insécurité, les incivilités et la saleté.
3. **Finances municipales** : alléger le fardeau fiscal sur les PME.
4. **Environnement** : faire des contraintes climatiques des opportunités de croissance.
5. **Circulation et transports** : adopter un plan de mobilité pragmatique et inclusif.
6. **Logement** : s'attaquer de front à la crise pour retenir les talents.

PRÉREQUIS MÉTHODOLOGIQUE

Pour garantir la mise en œuvre pragmatique et opérationnelle de ces propositions, la CPME Paris insiste sur **un prérequis fondamental : la création d'un "Conseil économique, social et environnemental parisien" (CESEP)**. Cette instance de dialogue permanent est jugée indispensable pour construire un nouveau "pacte de confiance" entre la Ville et ses entrepreneurs et s'assurer que leurs besoins ne sont plus négligés.

LISTE RÉCAPITULATIVE

30 PROPOSITIONS

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- 1/ Instaurer un **"Parisian Small Business Act"**.
- 2/ Adopter l'**IA** comme un levier de productivité.
- 3/ Valoriser la **RSE** comme un atout RH.
- 4/ Renforcer la **régulation** pour défendre les commerces de proximité.
- 5/ Redynamiser le marché des **baux commerciaux**.
- 6/ Pérenniser les **terrasses extérieures**.

SÉCURITÉ ET PROPRETÉ

- 7/ Déléguer les pouvoirs aux **Maires d'arrondissement**.
- 8/ Mettre en place une véritable **police de proximité**.
- 9/ Améliorer la gestion des **déchets professionnels**.
- 10/ Renforcer le signallement et le **traitement des incivilités**.

FINANCES MUNICIPALES

- 11/ Décréter un **moratoire fiscal** pour les TPE-PME.
- 12/ Réaliser un **audit indépendant** des dépenses publiques.
- 13/ Mettre en place un plan de **désendettement** pluriannuel.
- 14/ **Encourager fiscalement** la création de valeur.

ENVIRON- NEMENT

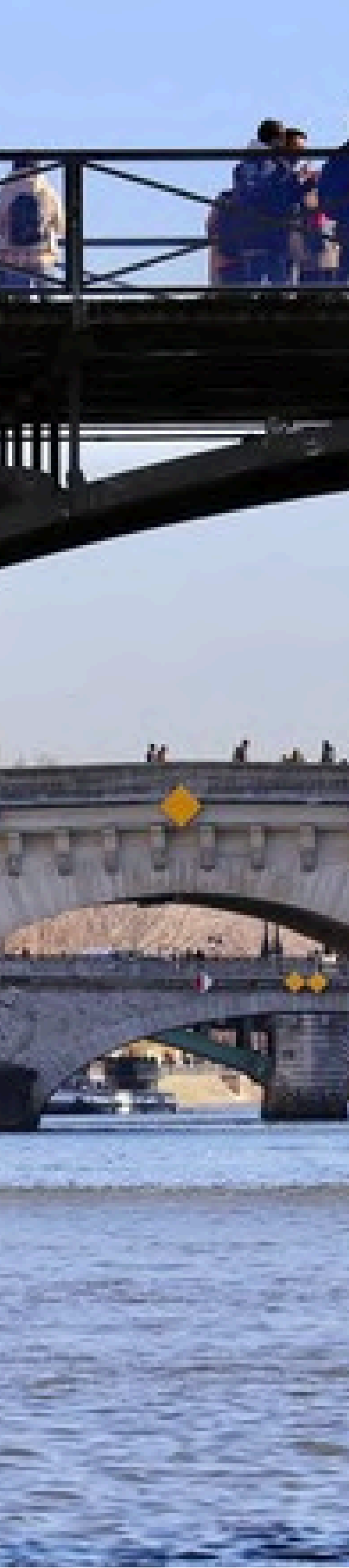
- 15/ Créer un **fonds vert** pour financer la transition écologique.
- 16/ Simplifier les procédures administratives de **rénovation**.
- 17/ Mettre en place un plan de **rénovation du bâti** incitatif.
- 18/ Soutenir les **innovations** qui rafraîchissent la ville.
- 19/ Lancer un plan de **végétalisation** des façades et des rues

CIRCULATION ET TRANSPORTS

- 20/ **Évaluer l'impact** pour les TPE-PME avant / après aménagement.
- 21/ Développer un **plan de circulation** et d'intermodalité pour le Grand Paris.
- 22/ Prioriser la **mobilité des professionnels** et les infrastructures du dernier kilomètre.
- 23/ Instaurer une **éco-contribution de transit** exonérant les professionnels.
- 24/ Développer le **stationnement intelligent** et les solutions alternatives pour les professionnels.

LOGEMENT

- 25/ Assouplir l'**encadrement des loyers** qui assèche l'offre locative.
- 26/ Revoir les **normes d'urbanisme** qui freinent l'investissement.
- 27/ Favoriser l'**accès au logement** pour les travailleurs essentiels.
- 28/ Faciliter l'**accès à la propriété** pour les classes moyennes.
- 29/ Accélérer la **transformation de bureaux vacants** en logements.
- 30/ Limiter la **location meublée touristique** et renforcer les contrôles.



SOMMAIRE

PAGE 6

ÉDITO : ENSEMBLE, BÂTISSONS LA CONFIANCE !

PAGE 7

INTRO : NOTRE VISION POUR PARIS

PAGE 8

**1/ ÉCONOMIE ET EMPLOI :
RÉSOUTDRE LE PARADOXE D'UNE
ÉCONOMIE À DEUX VITESSES**

Diagnostic : un dynamisme en trompe-l'œil

Propositions : un Pacte pour l'attractivité et la résilience

PAGE 10

**2/ SÉCURITÉ ET PROPRETÉ :
FAVORISER UN QUOTIDIEN PLUS
SEREIN ET PRO-ENTREPRISE**

Diagnostic : le fossé entre les chiffres et le vécu

Propositions : sécurité et propreté, les piliers d'une capitale plus pro-entreprise

PAGE 12

**3/ FINANCES MUNICIPALES :
ALLÉGER LE FARDEAU QUI PÈSE
SUR LES PME**

Diagnostic : l'entreprise et ses collaborateurs, une "vache à lait"

Propositions : moins de pression, plus de performance

PAGE 14

**4/ ENVIRONNEMENT : FAIRE DE
L'ÉCOLOGIE UN LEVIER DE
CROISSANCE**

Diagnostic : de la contrainte au risque tangible

Propositions : l'écologie, une opportunité pour l'activité

PAGE 16

**5/ CIRCULATION ET
TRANSPORTS : LIBÉRER LA
MOBILITÉ POUR TOUS**

Diagnostic : le dogmatisme face à la réalité du terrain

Propositions : un plan de mobilité pragmatique et inclusif

PAGE 18

**6/ LOGEMENT : SORTIR DE LA
CRISE POUR RETENIR LES
TALENTS ET LES PME**

Diagnostic : le premier frein à l'attractivité des PME

Propositions : du logement pour tous, un socle pour l'entreprise

PAGE 21

CONCLUSION : PRENDRE LE
TOURNANT DU PRAGMATISME

PAGE 22

ANNEXES

**SYNTHÈSE DES SONDAGES SUR
L'ATTRACTIVITÉ DE PARIS ET LES
ÉLECTIONS MUNICIPALES**

LA CPME PARIS, LA VOIX ET LE RÉSEAU DES TPE-PME DE LA CAPITALE

La CPME Paris est l'organisation patronale interprofessionnelle la plus représentative des TPE et des PME de la capitale. Engagée au quotidien, elle est la voix qui porte les préoccupations et défend les intérêts d'environ 30 000 entreprises parisiennes – employeurs, artisans, commerçants, industriels et prestataires de services.

Le rôle de la CPME Paris est double :

- 1. Représentation et défense :** assurer une présence et une influence fortes auprès des décideurs publics locaux (Mairie de Paris, Préfecture de Paris, Région Île-de-France, etc.) et économiques pour façonner un environnement favorable à l'entrepreneuriat.
- 2. Accompagnement et proximité :** offrir un soutien concret aux adhérents à travers des services d'information juridique, sociale et économique, des formations de qualité, ainsi qu'un réseau d'affaires dynamique pour favoriser leur développement et leur pérennité.

La CPME Paris agit conformément à sa conception d'une entreprise citoyenne qui assume pleinement son rôle et ses responsabilités au sein du territoire.

ÉDITO : ENSEMBLE, BÂTISSONS LA CONFIANCE !

La position de la CPME Paris est sans concession : la mandature qui s'achève a été une mandature "perdue" pour les TPE-PME parisiennes qui représentent 99,8% des entreprises de la capitale et sont le cœur battant de son économie. Ce constat, qui fait écho à une alerte déjà formulée en amont des élections de 2020, ne se contente pas d'exprimer un mécontentement, mais traduit une conviction profonde : la vie des entreprises parisiennes s'est complexifiée et dégradée.

Notre analyse révèle un manque de pragmatisme de la part de l'Hôtel de Ville, lequel n'est pas parvenu à améliorer l'environnement urbain des activités économiques et a compliqué les mobilités pour les professionnels comme pour les particuliers.

Cette déconnexion a eu des conséquences directes, notamment en dissuadant les consommateurs de la banlieue francilienne de se rendre dans la capitale. La négligence des besoins spécifiques des TPE-PME dans les projets d'aménagement et d'urbanisme est aussi pointée du doigt. Nous dénonçons par ailleurs l'opposition de la Mairie à l'ouverture des commerces le dimanche, une mesure essentielle à la dynamisation de l'économie de proximité et au renforcement de l'attractivité de la capitale.

Face à ce constat, la CPME Paris lance un appel à la mobilisation des chefs d'entreprise pour qu'ils s'engagent activement dans le débat politique des municipales de 2026.

L'économie est au cœur des préoccupations des Parisiens, et la confiance accordée aux entreprises pour être les forces motrices des transitions économiques, sociales et environnementales est un atout à saisir. Notre objectif est clair : transformer le mécontentement des entrepreneurs en une force électorale positive, unie et influente, pour permettre l'indispensable sursaut municipal.

La CPME Paris a publiquement soutenu la réforme de la loi "Paris-Lyon-Marseille" (PLM) car, en conférant un poids égal à chaque voix dans l'élection du Conseil municipal, elle encourage aussi tous les dirigeants et associés de sociétés assujetties aux impôts à Paris à s'inscrire pour voter.

Cette position est celle d'une organisation qui ne souhaite plus être un simple observateur, mais un véritable acteur engagé capable de peser sur l'échiquier politique. C'est pourquoi nous réitérons notre demande préalable de mettre en place un "Conseil économique, social et environnemental parisien" (CESEP), une instance de dialogue permanente qui permettra de fluidifier et de renforcer la communication entre les forces vives de l'économie et les institutions municipales.



Bernard COHEN-HADAD

Président de la CPME Paris et du Think tank Etienne Marcel

INTRO : NOTRE VISION POUR PARIS

ENTREPRISE CITOYENNE ET PROJET DE VILLE

La CPME Paris s'inscrit dans **la conception d'une entreprise citoyenne qui assume pleinement son rôle et ses responsabilités au sein du territoire.**

C'est dans cette perspective que **ce Livre blanc est adressé aux candidats aux élections municipales de 2026** ainsi qu'à l'ensemble des Parisiens. Ce Livre blanc ne s'inscrit pas dans une logique de revendication corporatiste mais dans une logique de "partenariat de gouvernance".

L'objectif principal est de **dépasser le clivage simpliste et souvent stérile entre la vision de "capitale-monde" et celle de "village contraint"**. L'ambition est de bâtir une ville où le dynamisme de l'économie de proximité et l'amélioration de la qualité de vie des habitants sont non seulement compatibles, mais se renforcent mutuellement.

La CPME Paris défend ainsi **une vision d'une capitale plus inclusive, plus résiliente et, surtout, mieux adaptée aux défis urbains complexes et cruciaux de notre siècle.**

UNE APPROCHE PRAGMATIQUE POUR UN TISSU ÉCONOMIQUE SOLIDE

Le rayonnement international de Paris, un atout incontestable, ne peut être maintenu de manière durable que **s'il repose sur un tissu économique local intrinsèquement solide et résilient.**

C'est pourquoi le Livre blanc se présente comme **un véritable outil de travail**, offrant des diagnostics précis des enjeux actuels et proposant des solu-

-tions concrètes.

C'est pourquoi le Livre blanc se présente comme un véritable outil de travail, offrant des diagnostics précis des enjeux actuels et proposant des solutions concrètes.

L'approche adoptée est résolument pragmatique, guidée par la volonté de transformer les défis en opportunités.

Le document va au-delà d'un simple constat critique : il propose **un projet de ville complet qui embrasse les mutations économiques et climatiques en cours**, tout en mettant l'accent sur la défense de l'économie de proximité.

DIALOGUE, CONCERTATION ET "CESEP"

Pour la CPME Paris, la condition *sine qua non* de la réussite de ce projet réside dans **l'instauration d'un dialogue constructif et permanent** entre l'ensemble des forces vives de l'économie et les décideurs publics de la Mairie.

C'est l'élément clé pour **assurer que les politiques municipales soient en adéquation avec la réalité du terrain.**

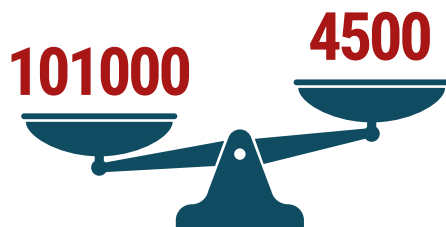
Dans ce contexte, **la CPME Paris renouvelle son appel à la création d'un "Conseil économique, social et environnemental parisien" (CESEP).**

Ce CESEP est envisagé comme une instance de concertation permanente dont le rôle essentiel serait de **garantir que les besoins et les attentes des PME ne soient plus négligés dans le processus de prise de décision** de la Mairie de Paris.

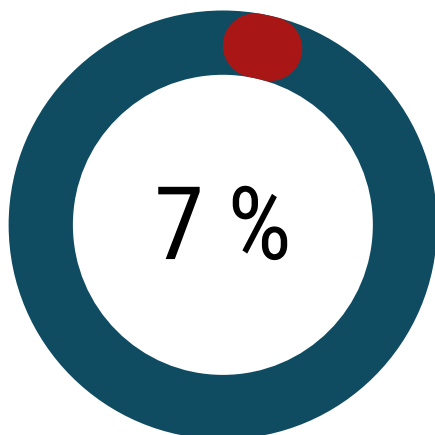




136 000 : c'est le nombre de Parisiens qui ont fui la capitale en 10 ans, entre 2014 et 2024, soit près de 7% de la population parisienne, parmi lesquels de nombreux chefs d'entreprise et salariés. Cette hémorragie démographique est préoccupante. Elle représente une perte sèche de consommation locale, un affaiblissement du bassin de recrutement pour les métiers de service et in fine une menace sur les recettes fiscales de la Ville.



101 000 : c'est le nombre de créations d'entreprises à Paris en 2024, un record historique.
4 500 : c'est le nombre de défaillances d'entreprises à Paris en 2024, leur plus haut niveau en 15 ans. La capitale fonctionne tel un guichet économique à 2 vitesses : les grandes structures et l'écosystème tech international prospèrent, l'économie de proximité subit des frictions systémiques (coûts, logistique, fiscalité..).



C'est le pourcentage des chefs d'entreprise ayant une opinion favorable sur l'efficacité de l'accompagnement administratif des TPE-PME.

1/ ÉCONOMIE ET EMPLOI : RÉSoudre LE PARADOXE D'UNE ÉCONOMIE À DEUX VITESSES

DIAGNOSTIC : UN DYNA- MISME EN TROMPE-L'ŒIL

Paris et la région Île-de-France continuent de jouer un rôle de premier plan sur la scène économique mondiale.

Le territoire attire les investissements étrangers, les sièges sociaux et le développement d'un écosystème tech prometteur. Paris regroupe 39% des commerces d'Île-de-France pour 17% de la population régionale. Ce dynamisme se reflète dans les chiffres de la création d'entreprises : avec 101 000 créations en 2024, la capitale a atteint un record historique, se maintenant comme le premier territoire de création d'entreprises en France.

Cependant, ce tableau de vitalité est un trompe-l'œil. La même année, les défaillances d'entreprises ont connu une augmentation de 22%, atteignant 4 500 cas, leur plus haut niveau en 15 ans, particulièrement dans l'économie de proximité : construction, restauration, commerce. La progression de l'emploi à Paris est moins importante que dans le reste de l'Île-de-France. La vacance commerciale augmente et atteint désormais près de 11% (10,9% en 2023, 9,1% en 2014)¹. Le dynamisme apparent cache une fragilité structurelle préoccupante. La capitale excelle à attirer de nouveaux projets et de grandes entreprises, mais son environnement semble hostile à la croissance et à la survie des TPE-PME.

Le problème de l'économie parisienne réside moins dans un manque de dynamisme que dans le manque de soutien à l'économie de proximité, notamment face à la spéculation immobilière et au surtourisme qui menacent l'équilibre commercial. Les politiques municipales négligent les défis quotidiens qui mettent les petites structures au bord de la rupture. Or, la santé des TPE-PME est la condition de la viabilité financière et sociale du modèle parisien. La "capitale-monde" ne pourra conserver son image positive que si la "ville contrainte" vécue par les chefs de TPE-PME est réformée.

Les perceptions des chefs d'entreprise et des salariés de TPE-PME parisiennes confirment ce paradoxe d'un dynamisme économique en trompe-l'œil.

Les premiers se concentrent sur les contraintes structurelles (coûts, administration, logistique), les seconds évaluent davantage le cadre de vie individuel et les bénéfices sociaux (transports, dynamisme personnel). Les principaux atouts cités par les chefs d'entreprise pour la création et le développement d'entreprises sont intrinsèques au territoire et ne sont pas des attributs de la politique municipale : la proximité géographique avec les fournisseurs et les clients (28%) et la présence d'une main d'œuvre qualifiée (19%). Leurs opinions sont défavorables sur le dynamisme de Paris (49% défavorables), la modernité et l'innovation (60%), l'attractivité pour l'implantation d'entreprises (66%). Seuls 7% d'entre eux ont une opinion favorable sur l'efficacité de l'accompagnement administratif des TPE-PME. Ce taux souligne l'échec de la gouvernance municipale à soutenir le tissu entrepreneurial de proximité.

^{1/} Institut du Monde Economique Paris, *L'attractivité de Paris - Rapport n°1*, novembre 2025.

PROPOSITIONS : UN PACTE POUR L'ATTRACTIVITÉ ET LA RÉSILIENCE

1/ INSTAURER UN "PARISIAN SMALL BUSINESS ACT"

La CPME Paris propose un plan pour faciliter l'accès des TPE-PME aux marchés publics de la Ville, avec l'objectif d'atteindre 50% de TPE-PME en montant des achats (40% aujourd'hui) et 80% de TPE-PME sur le nombre de fournisseurs (70%). En facilitant cet accès, dans le respect du Code des marchés publics, par allotissement, simplification des candidatures et réduction des délais de paiement (via une clause de "paiement à 30 jours garanti" avec pénalités automatiques en cas de retard), la commande municipale deviendra un levier économique significatif pour le tissu entrepreneurial local.

2/ ADOPTER L'IA COMME LEVIER DE PRODUCTIVITÉ

L'IA est un levier de productivité immédiat pour les TPE-PME. La CPME Paris propose de les accompagner dans cette transition avec un "Chèque transformation numérique", financé par la Ville, dédié à l'automatisation des tâches administratives chronophages. Elle suggère aussi un programme de mentorat IA associant les grandes écoles parisiennes (Station F, École 42) pour envoyer des étudiants auditer et implémenter des solutions IA simples dans les TPE-PME (facturation, réponse client, etc.).

3/ VALORISER LA RSE COMME UN ATOUT RH

La CPME Paris propose de valoriser la RSE comme un levier d'attractivité et de fidélisation des collaborateurs avec un label municipal "Employeur responsable parisien" donnant accès à des avantages pour les salariés (priorité en crèche, tarifs réduits transports, etc.) et l'entreprise (stationnement, occupation du domaine public, etc.). L'exemple de l'entreprise Yemanja, qui a fondé son organisation sur la confiance, illustre comment l'engagement sociétal est un moteur de performance et de fidélisation¹.

4/ RENFORCER LA RÉGULATION POUR DÉFENDRE LES COMMERCE DE PROXIMITÉ

La CPME Paris appelle à une action réglementaire renforcée pour mieux protéger le commerce de proximité, qui fait l'identité des quartiers parisiens, notamment dans le cadre du Plan local d'urbanisme bioclimatique (PLUb). Elle demande à la Mairie d'augmenter d'au moins 25% les 350 km de rues faisant l'objet d'une protection commerciale (sur un total de 1 900). Les outils de la Ville (Semaest, GIE Paris Commerces) doivent être affermis pour doubler le nombre des locaux commerciaux préemptés chaque année (aujourd'hui 30 à 40) et installer des activités économiques à loyers modérés.

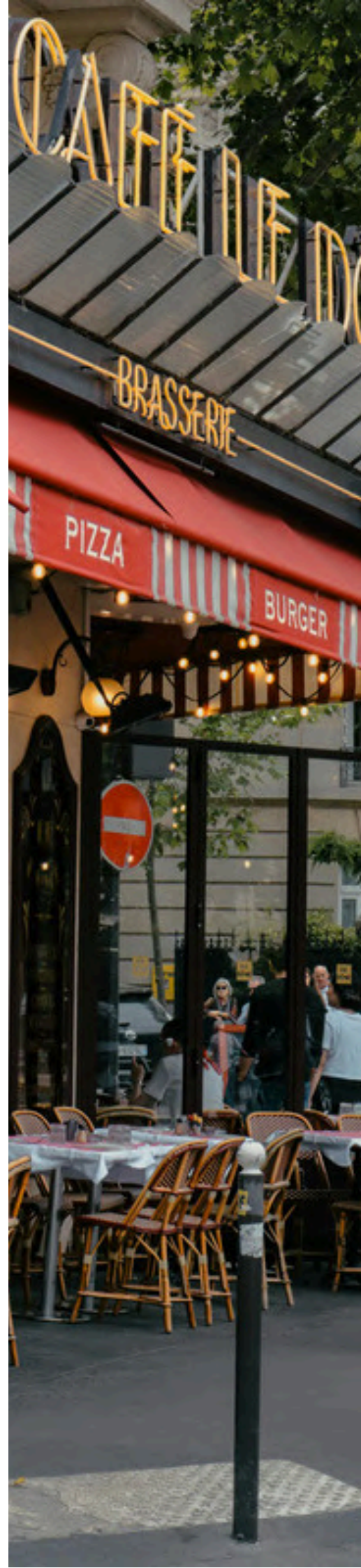
5/ REDYNAMISER LE MARCHÉ DES BAUX COMMERCIAUX

Pour lutter contre la rétention foncière à des fins spéculatives, la CPME Paris préconise de coupler une incitation et une sanction : d'une part, exonérer temporairement de CFE toute nouvelle entreprise s'installant dans un local vacant depuis plus de 2 ans ; d'autre part, taxer les locaux vacants en optant pour un taux majoré de la taxe sur les friches commerciales (TFC).

6/ PÉRENNISER LES TERRASSES ESTIVALES

Les terrasses estivales sont devenues un atout majeur pour les établissements du secteur CHR (Cafés-Hôtels-Restaurants). La CPME Paris propose de pérenniser ces terrasses pour tous les métiers de bouche. Afin de garantir un équilibre entre les besoins des professionnels et la qualité de vie des riverains, cette mesure s'accompagnera de la signature par chaque exploitant d'une "Charte d'engagement esthétique et acoustique" et d'une évaluation quinquennale rigoureuse.

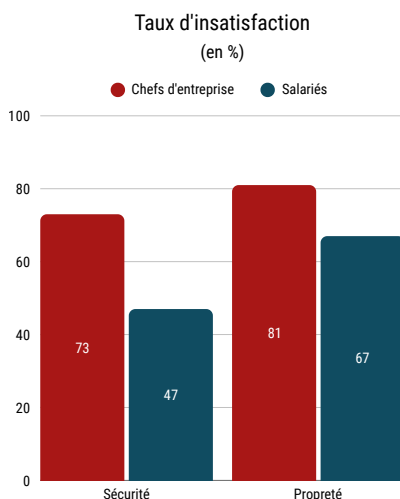
1/ "La RSE comme atout RH", Interview de Marie Vaillant, fondatrice de Yemanja, Mutations n°5, juin 2025.



2/ SÉCURITÉ ET PROPRETÉ : FAVORISER UN QUOTIDIEN PLUS SEREIN ET PRO-ENTREPRISE



2 000, c'est le nombre de signalements reçus tous les jours par l'application de la Ville "Dans ma rue" pour des incivilités et des problèmes de propreté.



73% des chefs d'entreprise et 47% des salariés se disent insatisfaits de la sécurité des personnes et des biens. 81% des chefs d'entreprise et 67% des salariés sont insatisfaits de la propreté.

DIAGNOSTIC : LE FOSSÉ ENTRE LES CHIFFRES ET LE VÉCU

Le sentiment d'insécurité et de dégradation de l'environnement urbain est une préoccupation majeure pour les chefs d'entreprise et les salariés. Pourtant, les statistiques officielles de la Préfecture de Police de 2024 montrent une baisse de la délinquance globale (-13,96%), avec une diminution significative des cambriolages (-21,15%) et des vols violents. Ces chiffres rassurants ne correspondent pas au vécu sur le terrain. Les Parisiens constatent la banalisation de la délinquance, une vague de violence juvénile, l'extension des zones de "non-droit" et la multiplication des comportements qui pourrissent leur vie quotidienne.

Le fossé entre la réalité statistique et la perception quotidienne des Parisiens et de leurs entreprises est profond. La perception négative de la sécurité et de la propreté n'est pas subjective : elle est objectivée par les 2 000 signalements quotidiens reçus par l'application "Dans Ma Rue" concernant les incivilités et les problèmes de propreté. Pour les commerçants, la saleté et l'insécurité du quotidien nuisent directement à l'attractivité de leurs établissements et au bien-être de leurs clients. Ce sont de véritables "répulsifs commerciaux".

L'analyse de la CPME Paris met en lumière un décalage entre une approche de la sécurité axée sur la criminalité majeure et une gestion des incivilités et de la propreté perçue comme insuffisante. Ce décalage traduit un échec de la politique de proximité, perçue comme un service centralisé et peu réactif.

Les principaux résultats des sondages illustrent l'insatisfaction de la majorité des chefs d'entreprise et des salariés sur la situation actuelle de la sécurité et de la propreté à Paris. 73% des chefs d'entreprise et 47% des salariés se disent insatisfaits de la sécurité des personnes et des biens. 81% des chefs d'entreprise et 67% des salariés sont insatisfaits de la propreté.

Le différentiel d'insatisfaction en matière de sécurité entre les chefs d'entreprise (73%) et les salariés (47%) s'explique par la nature du risque qui pèse sur les premiers : la sécurité des biens (locaux, chantiers, véhicules) et la tranquillité commerciale sont des responsabilités directes des TPE-PME. Les nuisances et les incivilités agissent comme des "frictions systémiques" qui dégradent l'environnement des affaires et dissuadent les clients.

L'analyse des sondages valide un fort soutien aux mesures de renforcement de la force publique. Les chefs d'entreprise sont ainsi très favorables au renforcement du réseau de vidéo-surveillance (73% favorable) et à l'armement de la police municipale (66% favorable). La police de proximité doit prioriser la prévention, la médiation avec les commerçants, mais également la verbalisation des incivilités (dépôts sauvages) qui nuisent directement à l'attractivité commerciale.

PROPOSITIONS : SÉCURITÉ ET PROPRETÉ, LES PILIERS D'UNE CAPITALE PLUS PRO-ENTREPRISE

7/ DÉLÉGUER LES POUVOIRS AUX MAIRES D'ARRONDISSEMENT

La CPME Paris fait de cette mesure de subsidiarité une priorité car la gestion centralisée depuis l'Hôtel de Ville n'est pas suffisamment efficace. Elle propose la décentralisation des budgets de la sécurité et de la propreté ainsi que des équipes sur le terrain. Le Maire d'arrondissement doit devenir le "DRH" direct des équipes de la police municipale et de la propreté sur son secteur, avec un pouvoir hiérarchique sur les personnes et sur leur travail.

8/ METTRE EN PLACE UNE VÉRITABLE POLICE DE PROXIMITÉ

La CPME Paris préconise la mise en place d'une véritable police de proximité ayant un rôle clé de prévention et de médiation grâce aux "référents sécurité commerce", des agents spécifiquement formés pour le dialogue constructif avec les commerçants et les riverains. Un plan de sécurisation des commerces, élaboré en lien avec les commissariats d'arrondissement, est également proposé pour instaurer un environnement plus serein.

9/ AMÉLIORER LA GESTION DES DÉCHETS PROFESSIONNELS

La CPME Paris plaide pour une refonte de la gestion des déchets pour les professionnels. L'objectif est d'optimiser l'enlèvement des déchets et de réduire les charges financières et logistiques pour les TPE-PME. Une plateforme de type "Uber des déchets pro" pourrait encourager et faciliter la mutualisation des collectes privées par rue ou quartier, pour rationaliser la logistique, mettre fin au "ballet des camions", négocier des tarifs de groupe et simplifier la collecte.

10/ RENFORCER LE SIGNALEMENT ET LE TRAITEMENT DES INCIVILITÉS

Pour que les entreprises se sentent écoutées, la CPME Paris demande la création d'un canal de signalement professionnel dédié et simplifié, à l'instar de l'application "Dans Ma Rue", avec un suivi et une réactivité garantis. Un commerçant qui signale un dépôt sauvage devant sa vitrine a besoin d'une intervention très rapide car cela impacte son image commerciale : la Ville doit garantir le traitement de tout signalement professionnel sous 2h. La CPME Paris propose aussi de dédier des effectifs renforcés de la police municipale pour la verbalisation des incivilités génératrices de saleté telles que les dépôts sauvages.



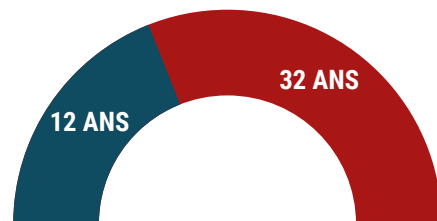
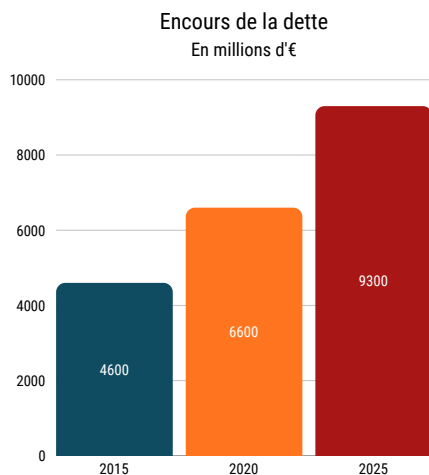
3/ FINANCES MUNICIPALES : ALLÉGER LE FARDEAU QUI PÈSE SUR LES PME

DIAGNOSTIC : L'ENTREPRISE ET SES COLLABORA- TEURS, UNE "VACHE À LAIT"

des ordures ménagères de +68,1%. D'autres impôts locaux ont aussi récemment augmenté : +11,2% des droits de mutation, +62% de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (assortis d'un malus de 60%). Ces hausses impactent les propriétaires (directement) et les locataires (indirectement), le coût d'exploitation, la transmission d'entreprises, l'achat de locaux, le coût logistique, etc. La stratégie budgétaire de la Ville de Paris, qui repose à 78% sur les recettes de fiscalité, est perçue comme punitive et déconnectée des réalités économiques. La CPME Paris dénonce également l'augmentation de 500% des recettes liées au stationnement depuis 2013, qui renforce le sentiment que la Mairie privilégie les revenus à l'utilité.

Cette politique fiscale est contre-productive. En augmentant la pression, la Ville pousse les entreprises à quitter la capitale pour la périphérie, un phénomène qui, à terme, réduit la base fiscale et force la Mairie à augmenter encore plus les impôts pour ceux qui restent. Cette dynamique crée un cercle vicieux qui aggrave la fragilité de l'écosystème entrepreneurial. La CPME Paris propose de rompre avec cette logique punitive pour adopter une gestion plus incitative et performante.

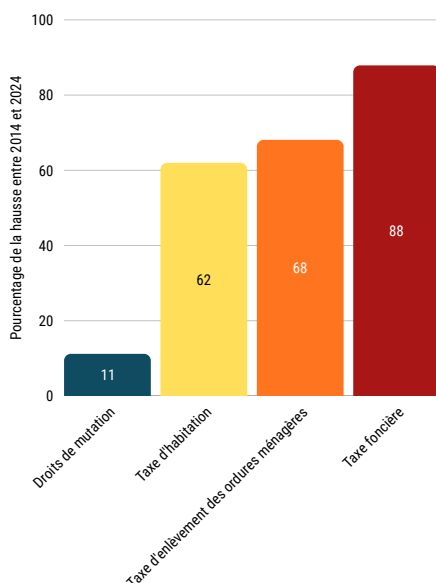
Les principaux résultats des sondages confirment l'insatisfaction de la majorité des chefs d'entreprise et des salariés sur la situation actuelle des finances et de la fiscalité à Paris. 83% des chefs d'entreprise et 59% des salariés sont insatisfaits de la gestion des finances de la Ville. 71% des chefs d'entreprise et 44% des salariés sont insatisfaits de la fiscalité locale.



32 ans, c'est la capacité de désendettement de Paris, bien au-delà du seuil prudentiel de 12 ans applicable aux collectivités locales.

La gestion financière de la Ville de Paris est au cœur des critiques. Selon la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France, la dette de la Ville de Paris s'élevait fin 2024 à 9,3 Md€ (10,6 Md€ en incluant les "loyers capitalisés"), soit environ 5 000 € par Parisien. La capacité de désendettement de la capitale s'élevait à 32 ans, dépassant largement le seuil prudentiel de 12 ans applicable aux collectivités locales¹. La dette de la Ville est abyssale et sa trajectoire insoutenable, interrogeant sur la pérennité d'un tel modèle.

La politique fiscale de la Mairie de Paris fait des entreprises et de leurs collaborateurs une "vache à lait". En 2023, les entreprises ont représenté 63,9% des recettes fiscales de la Ville². Si la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a diminué grâce aux réformes nationales, la fiscalité foncière a beaucoup augmenté à cause de la hausse des taux votée par la Ville. Entre 2014 et 2024, la taxe foncière a ainsi augmenté de +87,9% et la taxe d'enlève-



La fiscalité foncière a beaucoup augmenté entre 2014 et 2024 à cause de la hausse des taux votée par la Ville de Paris.

1/ Situation financière de la Ville de Paris, Rapport de la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France, octobre 2025.
2/ Institut du Monde Economique Paris, L'attractivité de Paris - Rapport n°1, novembre 2025.

PROPOSITIONS : MOINS DE PRESSION, PLUS DE PERFORMANCE

11/ DÉCRÉTER UN MORATOIRE FISCAL POUR LES TPE-PME

La CPME Paris demande à la Ville de décréter un moratoire fiscal pour les TPE-PME pendant la mandature 2026-2032. Elle propose aussi de lier la fiscalité à des objectifs de performance, comme la création d'emplois ou l'innovation, plutôt qu'à une logique de simple collecte de recettes. Les TPE-PME qui recrutent en CDI des Parisiens ou investissent dans leur formation pourront ainsi bénéficier d'exonérations et d'abattements fiscaux.

12/ RÉALISER UN AUDIT INDÉPENDANT DES DÉPENSES PUBLIQUES

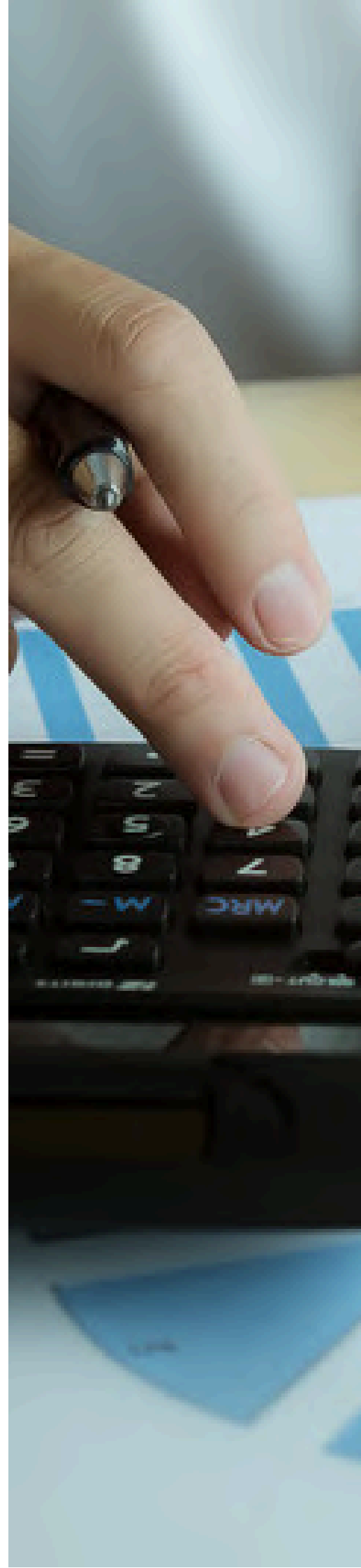
Une gestion saine des finances municipales passe par l'optimisation des dépenses et non l'augmentation de la fiscalité. La CPME Paris propose de réaliser un audit indépendant et contradictoire des dépenses publiques de la Ville pour identifier les gisements d'économie (doublons administratifs, subventions aux associations non évaluées, etc.) et de questionner l'affectation des investissements (1,8 Md€ en 2024), en dénonçant notamment les préemptions de biens qui sont jugées coûteuses et inefficaces. Elle suggère aussi un open data budgétaire en temps réel avec la publication des dépenses dans un tableau de bord public, de sorte de permettre un contrôle citoyen et entrepreneurial continu.

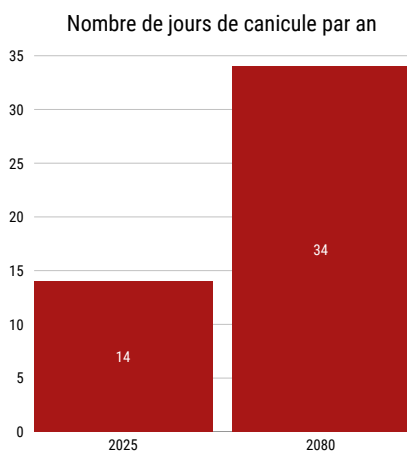
13/ METTRE EN PLACE UN PLAN DE DÉSENDETTEMENT PLURIANNUEL

La CPME Paris préconise un engagement transparent et de long terme sur un plan de désendettement afin de restaurer la confiance des entrepreneurs et des investisseurs dans la solidité financière de la capitale. L'objectif prioritaire doit être un retour à la capacité de désendettement sous le seuil de 12 ans. Chaque euro de dette contracté devra être fléché vers de l'investissement productif ou écologique (rénovation thermique, infrastructures de transport, etc.), non vers du fonctionnement ou de la communication.

14/ ENCOURAGER FISCALEMENT LA CRÉATION DE VALEUR DURABLE

Pour stimuler la création de valeur durable par les TPE-PME, la CPME Paris propose de mettre en place un programme d'incitations fiscales pour celles qui investissent dans les trois leviers stratégiques de la transition écologique, du recrutement et de l'innovation. Des zones franches urbaines numériques et vertes pourront exonérer de CFE pendant 3 ans toute TPE-PME s'installant dans des quartiers déficitaires afin d'y proposer des services de proximité durables (santé, réparation, vrac, etc.).





D'ici 2080, la capitale pourrait connaître en moyenne 34 jours de canicule par an, contre 14 actuellement.



Les chaleurs extrêmes, avec des pics de température pouvant atteindre 50°C dans l'air et 68°C sur les toits de zinc, ont des conséquences directes sur la vie économique.

4/ ENVIRONNEMENT : FAIRE DE L'ÉCOLOGIE UN LEVIER DE CROISSANCE

DIAGNOSTIC : DE LA CONTRAINTES AU RISQUE TANGIBLE

La transition écologique est parfois perçue par les TPE-PME comme une contrainte réglementaire et financière. Cependant, la CPME Paris, se fondant sur le rapport "Paris à 50°C"¹, propose une vision radicalement différente : le changement climatique est un risque immédiat pour la pérennité des entreprises. Le diagnostic est sans appel : Paris, de par sa densité et sa minéralité, est particulièrement vulnérable aux vagues de chaleur extrêmes. Les projections estiment que d'ici 2080, la capitale pourrait connaître en moyenne 34 jours de canicule par an, contre 14 actuellement. Ces chaleurs extrêmes, avec des pics de température pouvant atteindre 50°C dans l'air et 68°C sur les toits de zinc, ont des conséquences directes sur la vie économique.

Les TPE-PME sont particulièrement exposées, car elles disposent souvent de locaux anciens et peu isolés, et n'ont pas la capacité financière des grands

groupes pour réaliser des travaux de rénovation. Ces chaleurs extrêmes impactent directement la productivité et la santé des collaborateurs, et peuvent entraîner des interruptions d'activité. La CPME Paris recommande d'inverser la perception spontanée de l'écologie. Plutôt que de subir, les entreprises doivent agir, et la Ville doit les accompagner. Les politiques d'adaptation, telles que la rénovation énergétique et la végétalisation, sont des investissements nécessaires pour la continuité des activités et peuvent devenir un puissant moteur d'innovation et de compétitivité.

Les principaux résultats des sondages indiquent un large soutien des chefs d'entreprise et des salariés pour les mesures liées à la transition écologique. Favoriser les infrastructures propres et améliorer la coordination des politiques de transport permet de soutenir la transition écologique. 65% des chefs d'entreprise et 62% des salariés sont favorables à la densification du réseau de bornes de recharge électrique. 53% des chefs d'entreprise et 59% des salariés sont favorables à la création d'un réseau de transports secondaires propres entre les principaux sites de tourisme d'affaires et de loisirs. 90% des chefs d'entreprise et 90% des salariés sont favorables à l'amélioration de la coordination et à l'harmonisation des politiques économiques et de transport entre Paris et sa petite couronne, autrement dit à une stratégie métropolitaine.

1/ Paris à 50°C, Rapport de la Mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris, avril 2023.

PROPOSITIONS : L'ÉCOLOGIE, UNE OPPORTUNITÉ POUR L'ACTIVITÉ

15/ CRÉER UN FONDS VERT POUR FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La CPME Paris propose de créer un fonds de dotation, inspiré du Fonds "Île-de-France Décarbonation" de la Région, pour financer spécifiquement la transition écologique des TPE-PME et aider celles qui s'engagent dans des travaux de rénovation énergétique, d'isolation, de végétalisation des toits et de protections solaires. L'objectif est d'améliorer le confort des lieux de travail tout en réduisant l'empreinte carbone et les coûts énergétiques.

16/ SIMPLIFIER LES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DE RÉNOVATION

Obtenir une autorisation pour végétaliser un toit ou changer des fenêtres dans un secteur sauvegardé est aujourd'hui difficile. La CPME Paris demande à la Ville de créer un "guichet unique de la rénovation commerciale" jouant le rôle de tiers de confiance et de facilitateur : la Ville instruit le dossier et négocie elle-même avec les Architectes des bâtiments de France (ABF) au nom du commerçant. La Ville pourra aussi établir un catalogue des solutions pré-approuvées par quartier, négocié en amont avec les ABF, dans lequel les commerçants pourront choisir un matériau ou une technique et obtenir une autorisation automatique et immédiate.

17/ METTRE EN PLACE UN PLAN DE RÉNOVATION DU BÂTI INCITATIF

S'appuyant sur l'analyse des professionnels de l'immobilier, la CPME Paris préconise la création d'un "permis de rénover tacite". Pour les travaux énergétiques ou de végétalisation ne modifiant pas la structure porteuse, l'absence de réponse de l'administration sous 1 mois vaudra acceptation.

18/ SOUTENIR LES INNOVATIONS QUI RAFRAÎCHISSENT LA VILLE

La CPME Paris propose la création d'un "cadastre fraîcheur" par lequel la Ville identifie elle-même les toits plats propices et démarche activement les propriétaires pour proposer des subventions. Elle suggère aussi de soutenir les initiatives innovantes qui transforment les toits inexploités en espaces végétalisés et ombragés, comme l'a fait l'entreprise Roofscapes¹, en simplifiant les cadres réglementaires et en apportant un soutien financier à ces innovations qui contribuent à la résilience de la ville.

19/ LANCER UN PLAN DE VÉGÉTALISATION DES FAÇADES ET DES RUES

La CPME Paris préconise de lancer des programmes d'incitation financière pour encourager les commerces et les entreprises à végétaliser leurs façades et leurs devantures, contribuant ainsi à l'embellissement des quartiers et à la lutte contre les îlots de chaleur urbains. La Ville pourrait lancer un appel à projet "rues-jardins commerçantes" où elle financerait la végétalisation des voies, en échange de l'entretien par les commerçants riverains.

1/ "Comment rafraîchir Paris ?", *Mutations* n°5, juin 2025.





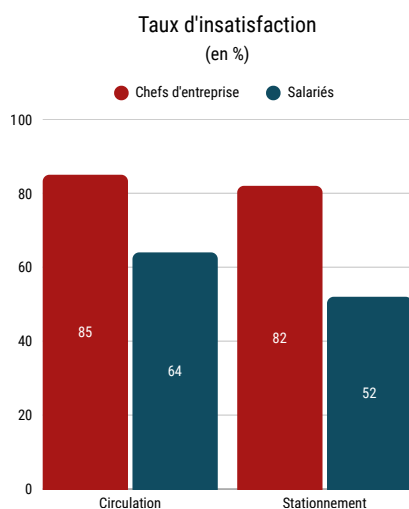
Chaque automobiliste perd 237 h / par an dans les embouteillages.



Un artisan sur dix refuse des chantiers dans le centre de Paris en raison de la congestion.



Un tiers des médecins libéraux d'Île-de-France envisagent de cesser les visites à domicile, notamment en raison des difficultés de circulation et de stationnement, tout particulièrement à Paris.



85% des chefs d'entreprise et 64% des salariés jugent la circulation insatisfaisante, et 82% et 52% de même pour le stationnement.

5/ CIRCULATION & TRANSPORTS : LIBÉRER LA MOBILITÉ POUR TOUS

DIAGNOSTIC : LE DOGMA- TISME FACE À LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Les politiques de mobilité menées à Paris ont créé un environnement complexe pour les TPE-PME et leurs différentes parties prenantes. Trop idéologiques et unilatérales, ces politiques sont un frein à la vie des artisans, des commerçants, des livreurs et de tous les professionnels qui dépendent de leurs véhicules pour travailler. La politique de mobilité actuelle ne prend pas suffisamment en compte leurs besoins, compliquant les mobilités pour les livraisons et les déplacements des collaborateurs. Le manque d'un plan global de circulation à l'échelle du Grand Paris est dénoncé comme un frein à l'activité économique. Le fait que les sondages qui se succèdent montrent qu'une large majorité des chefs d'entreprise parisiens sont insatisfaits de la circulation confirme la gravité de ce problème.

La CPME Paris met en évidence le coût économique de la congestion : chaque automobiliste perd 237 h par an dans les

embouteillages, et un artisan sur dix refuse des chantiers dans le centre de Paris en raison de la congestion. L'Union régionale des professionnels de santé (URPS) a révélé que plus d'un tiers des médecins libéraux d'Île-de-France envisagent de cesser les visites à domicile, notamment en raison des difficultés de circulation et de stationnement, tout particulièrement à Paris¹. La crise de la mobilité n'est pas qu'un problème de qualité de vie, c'est un obstacle économique et sanitaire direct. En privilégiant l'idéologie du "tout-vélo" ou du "tout-piéton", la Ville néglige les besoins des professionnels, des livreurs et des clients, notamment ceux qui viennent de la banlieue, aggravant la déconnexion entre Paris et sa périphérie.

Les principaux constats des sondages confirment la crise de la mobilité, principale rupture opérationnelle et source de blocage logistique pour les TPE-PME. 85% des chefs d'entreprise et 64% des salariés jugent la circulation insatisfaisante, et 82% et 52% de même pour le stationnement. Les conditions actuelles de circulation et de stationnement ont un impact jugé négatif sur l'activité de l'entreprise par 70% des chefs d'entreprise et 35% des salariés. Enfin, seule une minorité de 38% des chefs d'entreprise souhaitent une diminution du nombre de pistes cyclables, tandis que 52% des salariés souhaitent une augmentation.

PROPOSITIONS : UN PLAN DE MOBILITÉ PRAGMATIQUE ET INCLUSIF

20/ ÉVALUER L'IMPACT POUR LES TPE-PME AVANT / APRÈS AMÉNAGEMENT

La CPME Paris engage la Ville à évaluer l'impact des décisions d'aménagement et de circulation sur les artisans et les commerçants avant et après leur mise en oeuvre. Elle demande un moratoire sur les nouveaux aménagements tant qu'une étude d'impact économique n'a pas été réalisée par le CESEP. Elle propose un droit de veto économique de ce dernier : lorsqu'une étude d'impact démontre une perte de chiffre d'affaires prévisionnel supérieure à 30% pour les commerces locaux, le projet d'aménagement doit être amélioré. Elle appelle enfin à assouplir certaines restrictions à la circulation non strictement nécessaires, adaptées et proportionnées aux besoins invoqués pour leur réalisation (ZFE, voie réservée du périphérique, ZTL Paris Centre, etc.).

21/ DÉVELOPPER UN PLAN DE CIRCULATION ET D'INTERMODALITÉ POUR LE GRAND PARIS

La CPME Paris propose de développer un plan global de circulation et d'intermodalité pour l'ensemble du Grand Paris, de sorte de fluidifier les déplacements, d'harmoniser la réglementation et de rendre cohérente la gouvernance des transports sur le territoire métropolitain. Ce plan permettra de mieux prendre en compte les besoins des professionnels, notamment l'harmonisation des règles d'accès (ZFE, livraisons, etc.) et l'aménagement de solutions pratiques pour la logistique du dernier kilomètre (espaces de livraison, parkings relais, etc.). Un macaron numérique unique reconnu par toutes les communes du Grand Paris leur épargnera le maquis des règles locales divergentes.

22/ PRIORISER LA MOBILITÉ DES PROFESSIONNELS ET LES INFRASTRUCTURES DU DERNIER KILOMÈTRE

La CPME Paris propose d'utiliser la Seine comme artère logistique en créant des petits ports urbains (quais de déchargement) réservés pour les logisticiens et les artisans, et connectés à des flottes de vélos-cargos pour le dernier kilomètre. Elle suggère aussi de s'inspirer des exemples d'Amsterdam et de Copenhague, qui ont réussi à développer des flottes de véhicules propres et des hubs logistiques pour optimiser les livraisons.

23/ INSTAURER UNE ÉCO-CONTRIBUTION DE TRANSIT EXONÉRANT LES PROFESSIONNELS

La CPME Paris propose de mettre en place une éco-contribution de transit ciblant le trafic de transit de 8h à 20h, avec une tarification différenciée selon la taille du véhicule et son émission de CO₂, et une gestion par lecture automatique des plaques (LAPI). Les professionnels essentiels à l'économie de proximité ayant une intervention ou un local à Paris bénéficieront d'une exonération totale. Les recettes abonderont un fonds d'investissement pour la logistique et le climat finançant transports en commun, véhicules moins polluants et infrastructures du dernier kilomètre.

24/ DÉVELOPPER LE STATIONNEMENT INTELLIGENT ET LES SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR LES PROFESSIONNELS

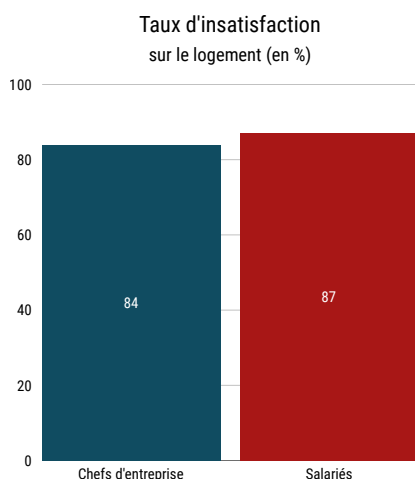
La CPME Paris propose la création d'une application de réservation de place de livraison qui permet à un livreur de réserver un créneau de 15 mn sur une aire de livraison spécifique, empêchant le stationnement ventouse et garantissant la place. Elle suggère aussi de créer des places de stationnement sécurisées pour les deux-roues et de développer une offre d'utilitaires propres en "free-floating" pour les professionnels.



6/ LOGEMENT : SORTIR DE LA CRISE POUR RETENIR LES TALENTS ET LES PME



Un recrutement sur cinq ne se fait pas pour des raisons liées à l'accès au logement selon une enquête de la CPME nationale de novembre 2023.



DIAGNOSTIC : LE PREMIER FREIN À L'ATTRACTIVITÉ DES PME

La crise du logement est le principal frein à l'attractivité de Paris pour les PME et leurs talents. Le coût élevé de la vie et le manque d'offres disponibles poussent les collaborateurs et les jeunes diplômés à s'installer en périphérie, allongeant les trajets domicile-travail et dégradant la qualité de vie. Selon une enquête de la CPME nationale de novembre 2023¹, un recrutement sur cinq ne se fait pas pour des raisons liées à l'accès au logement, un chiffre qui souligne l'ampleur du problème. La politique du logement doit donc être requalifiée de véritable politique économique essentielle au maintien du tissu productif.

Les politiques actuelles de la Ville, bien qu'animées par de bonnes intentions, sont un facteur d'incertitude sur le marché immobilier qu'elles achèvent de "verrouiller". L'encadrement strict des loyers a découragé certains petits propriétaires de faire des travaux ou de louer, asséchant le marché. Les dispositifs du nouveau Plan local d'urbanisme (PLU) bioclimatique, comme le "pastillage" et la "mixité fonc-

tionnelle", posent de nombreuses questions et suscitent des inquiétudes. Le "pastillage" cible 820 bâtiments, dont 750 000 mètres carrés de bureaux, pour les transformer prioritairement en logements sociaux. Cette mesure, ainsi que l'obligation d'intégrer une part de logements dans les grands projets de transformation, est un frein à l'investissement et une source d'incertitude pour les entreprises.

Ces politiques risquent de figer les projets de rénovation et de réduire l'offre de bureaux disponibles, ce qui pourrait faire grimper les prix et pousser les PME à se délocaliser en périphérie. La solution ne réside pas dans la contrainte, mais dans la création d'une offre diversifiée de logements et la relance de l'investissement.

Les principaux résultats des sondages confirment les difficultés liées au logement qui affectent les chefs d'entreprise et les salariés. Le logement est jugé insatisfaisant par 84% des chefs d'entreprise et 87% des salariés. Cette convergence de l'insatisfaction est la plus élevée de l'ensemble des thématiques. C'est le sujet qui fédère le plus contre la politique actuelle. 65% des chefs d'entreprise ou leurs proches ont été confrontés à des difficultés liées au logement au cours des derniers mois. 64% des chefs d'entreprise (qui ont des salariés) ont indiqué que certains de leurs salariés ont rencontré des difficultés liées au logement. 77% des salariés déclarent avoir été confrontés, eux-mêmes ou leurs proches, à des difficultés liées au logement à Paris au cours des derniers mois.

1/ TPE-PME, rémunération, logement et mesures sociales en débat, enquête de la CPME, novembre 2023

PROPOSITIONS : DU LOGEMENT POUR TOUS, UN SOCLE POUR L'ENTREPRISE.

25/ ASSOULPIR L'ENCADREMENT DES LOYERS QUI ASSÈCHE L'OFFRE LOCATIVE

La CPME Paris propose d'assouplir l'encadrement des loyers car le dispositif actuel, en réduisant la rentabilité, décourage les investisseurs privés et aggrave la pénurie de logements locatifs. Assouplir les règles permettra de relancer l'investissement, d'augmenter l'offre disponible et de donner aux propriétaires les moyens de rénover.

26/ REVOIR LES NORMES D'URBANISME QUI FREINENT L'INVESTISSEMENT

La CPME Paris demande la simplification de la réglementation existante et cible notamment les dispositifs de "pastillage" et de "mixité fonctionnelle", des règles contre-productives lorsqu'elles engendrent des incompatibilités techniques complexes, découragent les projets de rénovation et ralentissent l'activité du secteur. Réformer ces normes libérera le potentiel d'investissement et de développement de l'immobilier d'entreprise.

27/ FAVORISER L'ACCÈS AU LOGEMENT POUR LES TRAVAILLEURS ESSENTIELS

La CPME Paris propose de favoriser l'accès au logement social pour les travailleurs essentiels (agents municipaux, enseignants, policiers, soignants, etc.) et les métiers de la ville du quart d'heure (boulangers, bouchers, serveurs de l'hôtellerie et de la restauration, etc.), en instaurant une grille de cotation spécifique qui leur accorde des points de priorité supplémentaires, afin de faire du parc social un levier d'attractivité et de fidélisation pour ces secteurs. Elle suggère que la Ville réserve 20% de ses attributions annuelles de logements sociaux aux salariés du secteur privé assurant la continuité de la vie économique locale. Sur le modèle d'Action Logement, un droit de réservation employeur pourrait permettre aux TPE-PME de se regrouper pour cotiser et réserver des logements sociaux pour leurs salariés.

28/ FACILITER L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ POUR LES CLASSES MOYENNES

La CPME Paris propose que la Ville réserve une quote-part de logements en bail réel solidaire (BRS) aux salariés des TPE-PME parisiennes qui n'ont pas accès aux avantages des comités d'entreprise des grands groupes (comme le 1% logement d'Action Logement). Le BRS rend le logement plus abordable pour les ménages intermédiaires et assure une maîtrise des prix à la revente, contribuant à pérenniser le parc de logements accessibles et à soutenir le pouvoir d'achat.

29/ ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION DE BUREAUX VACANTS EN LOGEMENTS

La CPME Paris demande à la Ville de créer une "task force" municipale dédiée pour accélérer les permis de construire de changement d'usage. Pour rentabiliser l'opération de transformation de bureaux en logements, un "bonus de constructibilité" autorisera les promoteurs transformant des bureaux en logements à ajouter un étage supplémentaire ou à densifier.

30/ LIMITER LA LOCATION MEUBLÉE TOURISTIQUE ET RENFORCER LES CONTRÔLES

S'appuyant sur le constat que Paris reste le 1er marché mondial d'Airbnb, la CPME Paris propose d'interdire la location meublée touristique saisonnière pour les résidences secondaires et les biens détenus par des sociétés commerciales dans les zones tendues. Elle suggère aussi de renforcer les contrôles et les sanctions en cas d'infraction.





La façade de l'Hôtel de Ville de Paris (côté place de l'Hôtel de Ville).

CONCLUSION : PRENDRE LE TOURNANT DU PRAGMATISME

Le diagnostic est clair : Paris est une capitale de paradoxes. Brillante à l'international, elle souffre de fragilités internes qui menacent la qualité de vie et la vitalité de son économie de proximité. Le Livre blanc de la CPME Paris propose un projet pour une capitale plus vivante, plus durable et plus adaptée aux besoins de ses entrepreneurs et de leurs collaborateurs.

Ce projet repose sur un changement de paradigme, du dogmatisme idéologique au pragmatisme, et de la vision globale à l'attention portée au quotidien. La Mairie de Paris doit cesser de considérer l'entreprise comme une simple variable d'ajustement budgétaire ou un acteur passif et doit la positionner comme un partenaire stratégique dans la construction de l'avenir de la capitale. L'objectif est de construire un nouveau "pacte de confiance" entre la Ville et ses entrepreneurs. Pour que Paris continue d'être une vitrine d'excellence, elle doit d'abord redevenir un lieu où il fait bon entreprendre, vivre et travailler pour tous.

Pour garantir que ces chiffres et ce Livre blanc ne restent pas lettre morte, la création du CESEP (Conseil économique, social et environnemental parisien) est la condition *sine qua non* pour instituer un dialogue permanent et un mode de gestion municipal basé sur le pragmatisme et la réalité du terrain, répondant ainsi au sentiment de déconnexion administrative et opérationnelle exprimé par les TPE-PME parisiennes vis-à-vis de la Mairie de Paris. Ceci n'est pas une 31^e proposition mais un préalable. Afin d'être une instance dont les avis comptent, le CESEP devra avoir un budget propre pour mener des contre-expertises et il devra être obligatoirement saisi sur tout projet d'aménagement supérieur à un certain montant.

ANNEXES

SYNTHÈSE DES SONDAGES SUR L'ATTRACTIVITÉ DE PARIS ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La CPME Paris a fait réaliser par l'institut Cluster 17 deux sondages pour mesurer les regards des chefs d'entreprise et des salariés de TPE-PME parisiennes sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Ces études révèlent **un mécontentement marqué et une forte polarisation des perceptions** à l'égard de la Ville de Paris et de l'action municipale, à l'exception notable des personnes proches des sensibilités de gauche. Chefs d'entreprise et salariés des TPE-PME parisiennes se montrent **critiques et mobilisés à l'approche des élections municipales de 2026**.

RÉSUMÉ DU SONDAGE DES CHEFS D'ENTREPRISE DE TPE-PME PARISIENNES

- L'étude révèle **une fracture profonde** entre les dirigeants d'entreprise et la municipalité parisienne.
- Paris conserve son poids économique, mais souffre d'**une image dégradée sur le plan de la gestion, de la mobilité et du logement**.
- **Le jugement porté sur la politique municipale est massivement négatif**, à l'exception des dirigeants proches des sensibilités de gauche.
- **Les attentes exprimées sont pragmatiques et concrètes** : simplification administrative, coordination territoriale, sécurité, fluidité des transports, etc.
- À l'approche des municipales de 2026, les dirigeants apparaissent mobilisés, critiques et exigeants, **cherchant avant tout une gouvernance favorable à l'activité économique et à la compétitivité du territoire parisien**.

RÉSUMÉ DU SONDAGE DES SALARIÉS DE TPE-PME PARISIENNES

- L'étude révèle **une forte polarisation des perceptions** parmi les salariés des TPE et PME à Paris.
- Si la capitale conserve une image globalement dynamique et moderne, cette appréciation positive coexiste avec **des critiques appuyées sur la vie quotidienne** : logement difficile, propreté jugée insuffisante, circulation et stationnement contraignants.
- Le jugement sur la municipalité est lui aussi marqué par **une fracture politique et générationnelle nette** : les salariés les plus jeunes, souvent proches des électorats de gauche, évaluent favorablement l'action de la Ville, tandis que les salariés plus âgés et les électeurs de droite se montrent sévères, voire hostiles, à l'égard de la gestion municipale, perçue comme une contrainte ou une rupture avec le modèle parisien antérieur.

PERCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET DE LA VIE URBAINE

L'image économique de Paris est nettement dégradée chez les dirigeants :

- 49% la jugent dynamique, mais **seulement 20% la trouvent attractive pour l'implantation d'entreprises.**
- Ils **jugent durement l'administration municipale**, avec seulement 7% la considérant efficace.
- **Les avantages de Paris pour entreprendre sont principalement structurels** (proximité clients / fournisseurs à 48%, main-d'œuvre qualifiée à 39%), les aspects liés à la fiscalité ou aux aides publiques étant très peu mentionnés. Près de la moitié des dirigeants (47%) ne citent aucun avantage particulier. Autrement dit, la municipalité n'a pas réussi à ajouter de la valeur à l'environnement des affaires.

Chez les salariés, l'image est plus positive sur le dynamisme économique (76% la jugent dynamique) et l'innovation (63% la trouvent moderne). Cependant, cette perception est clivée politiquement et générationnellement.

Sur la situation urbaine, les dirigeants dressent un bilan globalement négatif, avec des taux de satisfaction très faibles sur :

- le coût des **locaux** (6%),
- la **gestion** financière (8%),
- la **circulation** (12%),
- le **stationnement** (12%)
- et la **propreté** (18%).
- Seuls les espaces de coworking (48% satisfaits) et les transports publics (42% satisfaits) recueillent une satisfaction relative.

Les salariés sont également critiques sur le logement (10% de satisfaits) et la propreté (32% de satisfaits), mais sont majoritairement satisfaits des transports publics (59%) et de la sécurité (51%).

CRITIQUES DE LA GESTION MUNICIPALE ET ATTENTES

Le jugement sur l'action municipale est massivement négatif chez les dirigeants :

- Seuls **11%** sont satisfaits de l'action envers leur entreprise.
- La note moyenne attribuée à la majorité municipale d'Anne Hidalgo est de **2,4/10**.
- **74%** estiment que Paris a évolué négativement depuis 2014.
- Une majorité de **70%** juge que les politiques de circulation et de stationnement ont eu un effet défavorable sur leur entreprise.
- Les dirigeants privilégient les acteurs privés (expert-comptable, avocat d'affaires, etc.) pour l'appui administratif, traduisant un **manque de confiance institutionnelle**.

Chez les salariés, l'appréciation est divisée :

- La note moyenne est de **4,5/10**.
- **49%** jugent que Paris a évolué positivement depuis 2014, contre 44% qui jugent l'inverse.
- Ce jugement est fortement **polarisé par l'âge et les orientations politiques**, les jeunes et les électeurs de gauche étant plus favorables.

CONCERNANT LES ATTENTES ET MESURES SOUHAITÉES, IL EXISTE UN CONSENSUS SUR DES MESURES CONCRÈTES ET PRAGMATIQUES

- **Coordination entre Paris et la petite couronne** : 90% des dirigeants et 90% des salariés.
- **Logement** : attribution prioritaire pour les salariés des métiers en tension et en horaires décalés (77% des dirigeants et 79% des salariés).
- **Mobilité et logistique** : faciliter le stationnement et les livraisons : 82% des dirigeants. Les dirigeants rejettent les mesures restrictives ou coûteuses. Les salariés soutiennent la gratuité des transports (65%).
- **Sécurité** : renforcement de la vidéosurveillance (73% des dirigeants) et armement de la police municipale (66%). Les salariés sont partagés sur la vidéosurveillance et majoritairement défavorables à l'armement de la police municipale.

DÉSIR DE DÉPART ET CLIVAGES

Plus d'un dirigeant sur deux (51%) et près d'un salarié sur deux (46%) envisagent de quitter Paris. Ce désir est plus marqué chez les jeunes des deux catégories.

La perception de Paris et de l'action municipale est structurée par un clivage politique et générationnel net : une majorité des dirigeants et les salariés plus âgés / de droite sont critiques ou hostiles, tandis que les jeunes salariés / de gauche sont plus favorables.

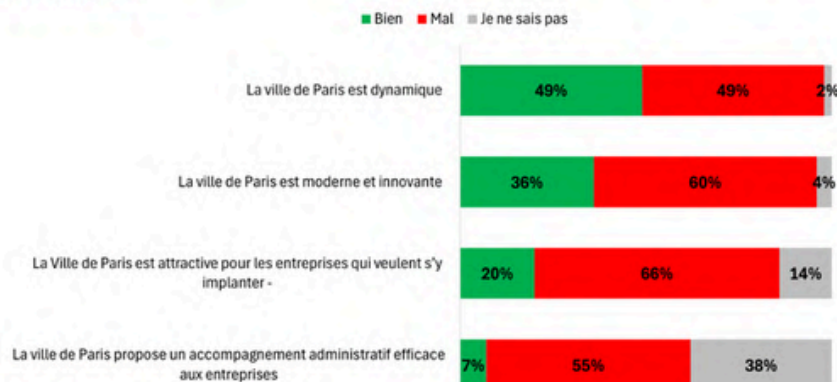
L'INTÉRÊT POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET LES CANDIDATS LES PLUS "PRO BUSINESS"

Concernant l'intérêt pour les élections municipales de Paris de mars 2026, **la grande majorité des chefs d'entreprise se déclare intéressée** (80% au total, dont 43% très intéressés), tandis que **cet intérêt est légèrement plus faible chez les salariés** (73% au total, dont 31% très intéressés).

Sur la question de la personnalité jugée la plus "pro business" en premier choix, Rachida DATI arrive en tête pour les deux populations. Elle recueille 26% des réponses chez les chefs d'entreprise et 16% chez les salariés. Pierre-Yves BOURNAZEL est le deuxième choix des chefs d'entreprise (19%) - à égalité avec Sarah KNAFO (19%) - et des salariés (15%). Emmanuel GRÉGOIRE est cinquième chez les chefs d'entreprise (6%) et quatrième chez les salariés (10%). En cumulant le premier et le second choix, Rachida DATI est perçue comme la plus "pro business" par 49% des chefs d'entreprise et 31% des salariés, suivie par Pierre-Yves BOURNAZEL (39% chez les chefs d'entreprise, 29% chez les salariés).

IMAGE DE LA VILLE DE PARIS

Chacune des phrases suivantes correspond-elle bien ou mal à l'image que vous avez de la Ville de Paris sur le plan économique ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

AVANTAGES POUR CRÉATION D'ENTREPRISE

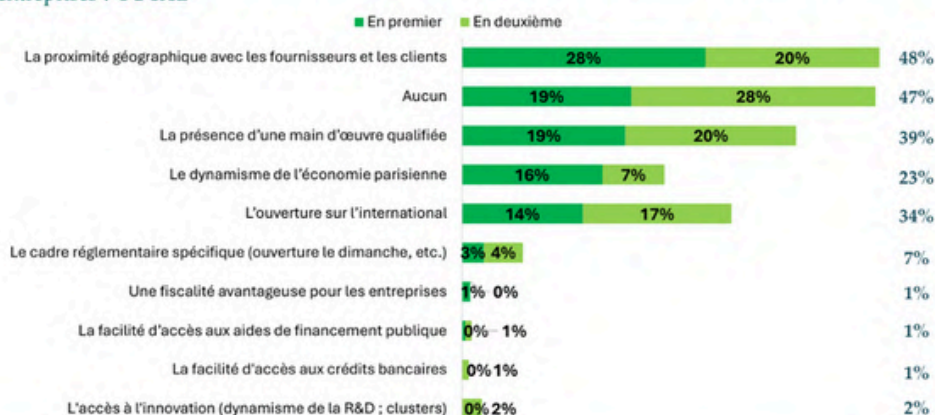
Selon vous, quels sont les principaux avantages que Paris offre pour la création ou le développement d'entreprises ? En premier ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

AVANTAGES POUR CRÉATION D'ENTREPRISE

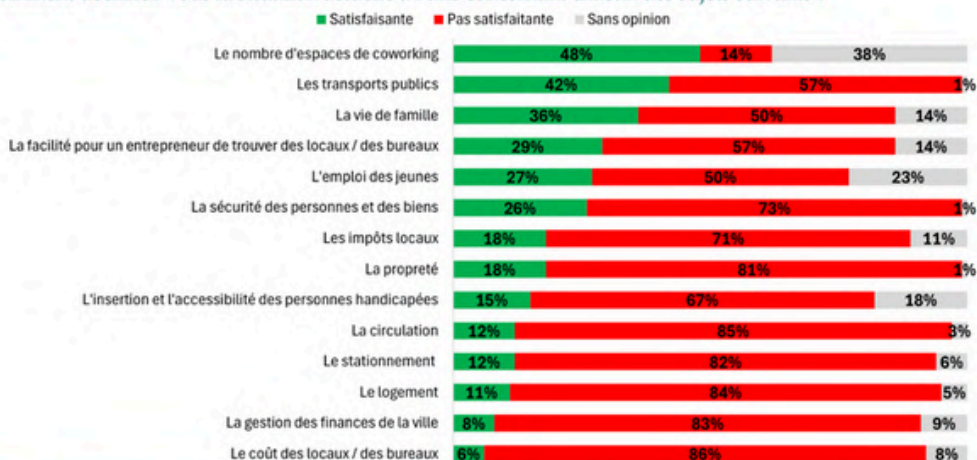
Selon vous, quels sont les principaux avantages que Paris offre pour la création ou le développement d'entreprises ? TOTAL



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

SITUATION ACTUELLE À PARIS

Comment décrieriez-vous la situation actuelle à Paris concernant chacun des sujets suivants ?

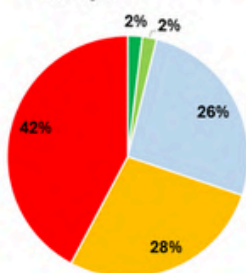


© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

CONDITIONS DE CIRCULATION À PARIS

Quel est l'impact des conditions actuelles de circulation et de stationnement à Paris sur l'activité de votre entreprise ?

■ Très positif ■ Plutôt positif
■ Neutre ■ Plutôt négatif
■ Très négatif

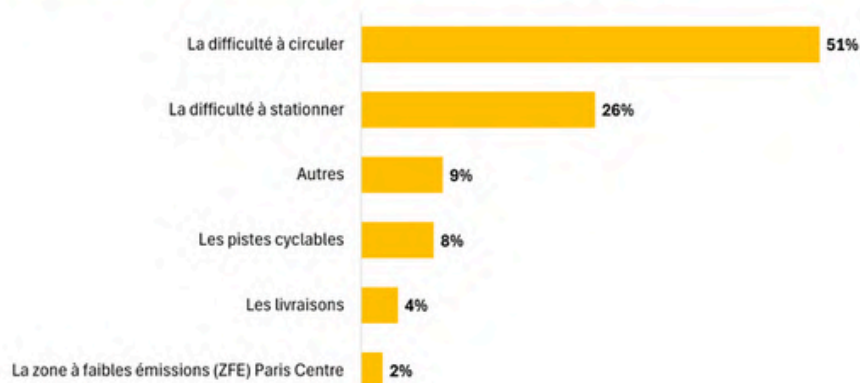


Clusters	Très positif	Plutôt positif	Neutre	Plutôt négatif	Très négatif	Positif	Négatif
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	7%	0%	61%	0%	31%	7%	31%
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	4%	10%	43%	32%	12%	13%	44%
Apolitiques	0%	0%	9%	70%	21%	0%	91%
Centristes et Libéraux	0%	0%	31%	36%	33%	0%	69%
Conservateurs et Anti-Assistanat	0%	0%	19%	19%	62%	0%	81%
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	10%	0%	4%	8%	78%	10%	86%
Traditionalistes et Identitaires	0%	0%	7%	27%	65%	0%	93%
Total général	2%	2%	26%	28%	42%	4%	70%

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

CONDITIONS DE CIRCULATION À PARIS

Le cas échéant, quelle est, selon vous, la cause principale de cet impact négatif ?

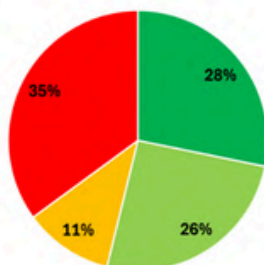


© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

LOGEMENT À PARIS

Au cours des derniers mois, avez-vous été confronté, vous-même ou vos proches, à des difficultés liées au logement à Paris ?

■ Oui, souvent ■ Oui, parfois
■ Oui, mais rarement ■ Non, jamais



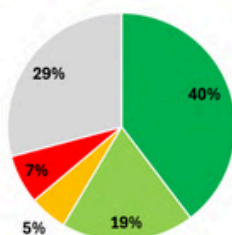
Clusters	Oui, souvent	Oui, parfois	Oui, mais rarement	Non, jamais
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	70%	24%	0%	6%
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	16%	32%	9%	42%
Apolitiques	29%	38%	10%	24%
Centristes et Libéraux	21%	25%	10%	44%
Conservateurs et Anti-Assistanat	31%	25%	14%	30%
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	35%	15%	18%	31%
Traditionalistes et Identitaires	26%	21%	16%	37%
Total général	28%	26%	11%	35%

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

LOGEMENT À PARIS

Au cours des derniers mois, certains de vos salariés ont-ils rencontré des difficultés liées au logement à Paris ?

■ Oui, souvent ■ Oui, parfois
■ Oui, mais rarement ■ Non, jamais
■ Je n'ai pas de salariés

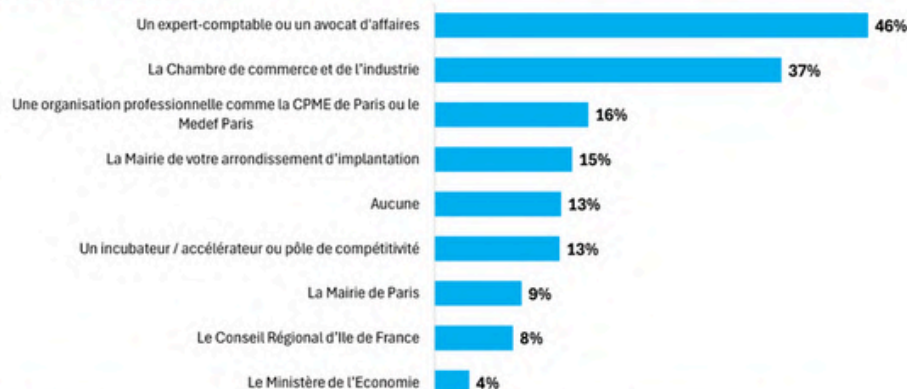


Clusters	Oui, souvent	Oui, parfois	Oui, mais rarement	Non, jamais	Je n'ai pas de salariés
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	54%	8%	0%	0%	38%
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	24%	18%	10%	10%	37%
Apolitiques	20%	52%	0%	10%	19%
Centristes et Libéraux	31%	21%	3%	8%	37%
Conservateurs et Anti-Assistanat	67%	16%	9%	0%	8%
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	26%	13%	14%	16%	32%
Traditionalistes et Identitaires	48%	19%	2%	5%	26%
Total général	40%	19%	5%	7%	29%

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF

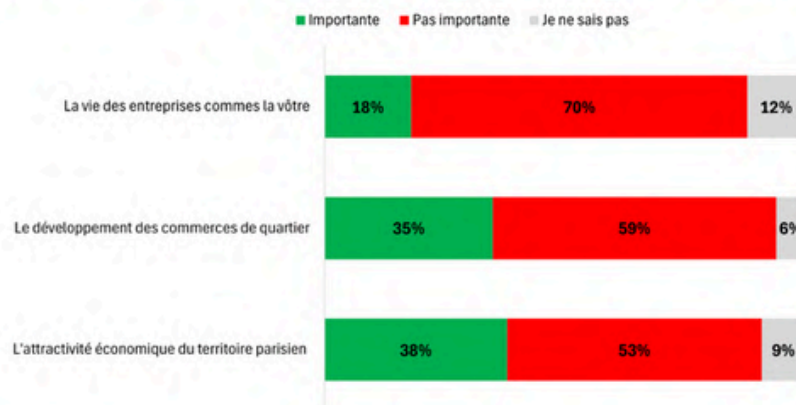
Si vous aviez besoin d'un conseil ou d'un accompagnement administratif en lien avec l'implantation de votre entreprise à Paris, à laquelle de ces structures seriez-vous le plus susceptible de vous adresser ? (plusieurs réponses possibles)



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

BILAN DE LA MUNICIPALITÉ

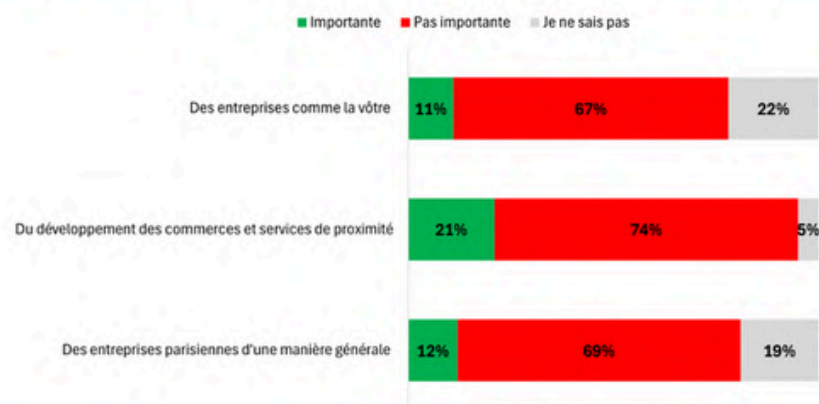
Quelle est selon vous l'influence de l'action menée par la Ville de Paris sur les sujets suivants ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

BILAN DE LA MUNICIPALITÉ ET SA MAIRE

Êtes-vous satisfait de l'action de la Ville de Paris et de sa maire Anne Hidalgo à l'égard des sujets suivants ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

BILAN DE LA MUNICIPALITÉ ET SA MAIRE

Sur une échelle de 0 à 10, êtes-vous satisfait l'action menée par la majorité municipale d'Anne Hidalgo à Paris ? (0 = très insatisfait / 10 = très satisfait)

2,4/10

Clusters	Moyenne
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	4,7
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	5,4
Apolitiques	2,1
Centristes et Libéraux	2,1
Conservateurs et Anti-Assistanat	0,7
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	1,8
Traditionalistes et Identitaires	0,5
Total général	2,4

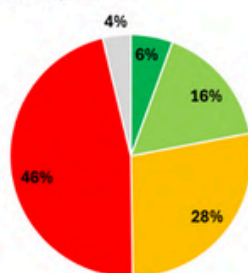
Nombre de salariés	Moyenne
0 salarié (micro-entreprise / indépendant-e)	3,0
1-2 salariés	3,0
3-5	1,8
6-9	2,0
10-19	1,8
20-49	2,0
50-99	1,9
100-249	3,5
250-499	1,9
Statut de direction	
Propriétaire unique / Indépendant-e (micro-entreprise, EI, EURL, SASU)	2,8
Co-fondateur-riche / Associé-e dirigeant-e	1,9
Autres statuts	2,4
Total général	2,4

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

BILAN DE LA MUNICIPALITÉ ET SA MAIRE

Estimez-vous que depuis l'élection d'Anne Hidalgo en 2014, la ville de Paris...

■ Evolue très bien ■ Evolue plutôt bien
■ Evolue plutôt mal ■ Evolue très mal
■ Sans opinion



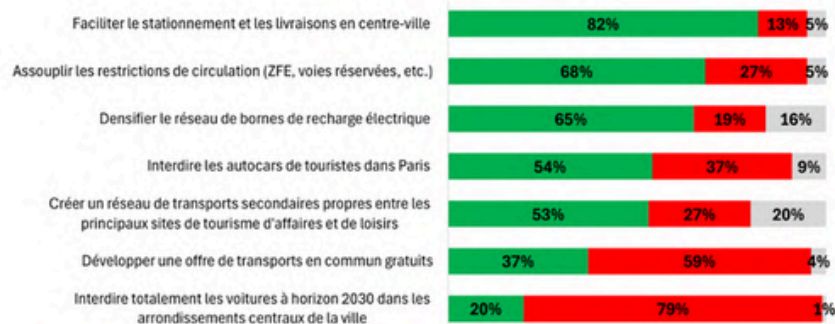
Clusters	Evoluté très bien	Evoluté plutôt bien	Evoluté plutôt mal	Evoluté très mal	Sans opinion	Evoluté bien	Evoluté mal
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	17%	40%	20%	4%	18%	57%	24%
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	15%	47%	22%	13%	3%	62%	35%
Apolitiques	0%	9%	53%	34%	4%	9%	88%
Centristes et Libéraux	3%	7%	39%	45%	5%	10%	84%
Conservateurs et Anti-Assistanat	3%	2%	32%	63%	0%	4%	96%
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	0%	10%	12%	78%	0%	10%	90%
Traditionalistes et Identitaires	0%	3%	21%	77%	0%	3%	97%
Total général	6%	16%	28%	46%	4%	22%	74%

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

TRANSPORTS À PARIS

Comment vous positionnez-vous vis-à-vis des mesures suivantes liées aux transports et aux mobilités ?

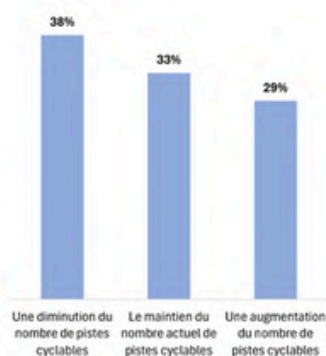
■ Favorable ■ Défavorable ■ Sans opinion



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

PISTES CYCLABLES

Concernant les pistes cyclables à Paris, souhaitez-vous ?

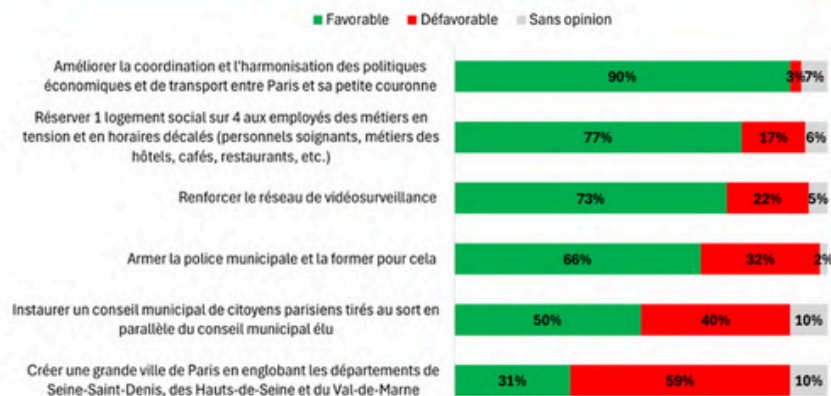


Clusters	Une augmentation du nombre de pistes cyclables	Le maintien du nombre actuel de pistes cyclables	Une diminution du nombre de pistes cyclables
Multiculturalistes, Solidaires et Révoltés	76%	10%	14%
Sociaux-démocrates, Sociaux-républicains et Modérés	48%	39%	14%
Apolitiques	38%	39%	23%
Centristes et Libéraux	23%	47%	30%
Conservateurs et Anti-Assistanat	12%	24%	64%
Sociaux-patriotes, Réfractaires et Autoritaires	23%	18%	58%
Traditionalistes et Identitaires	10%	30%	60%
Total général	29%	33%	38%

© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

MESURES GLOBALES POUR PARIS

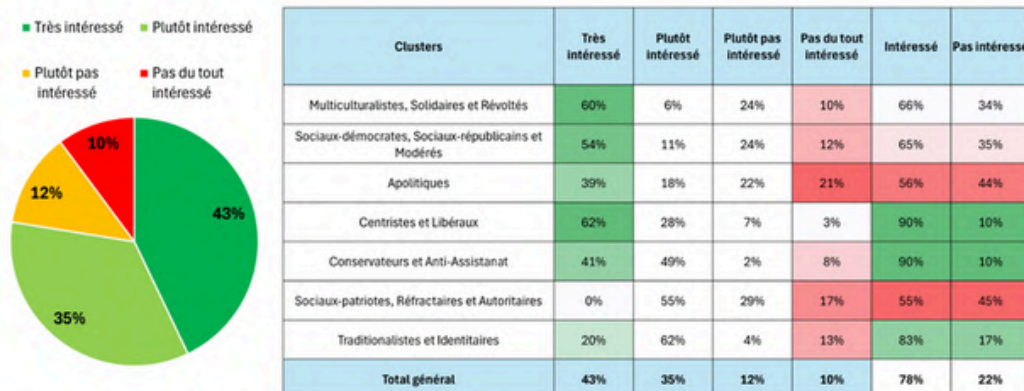
Comment vous positionnez-vous vis-à-vis des mesures suivantes ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Êtes-vous très intéressé, plutôt intéressé, plutôt pas intéressé ou pas du tout intéressé par la campagne des élections municipales de Paris qui auront lieu le 15 et 22 mars 2026 ?



© Regard des dirigeants d'entreprise et salariés parisiens sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales – Octobre 2025

ÉLECTIONS MUNICIPALES – CHEFS D'ENTREPRISE

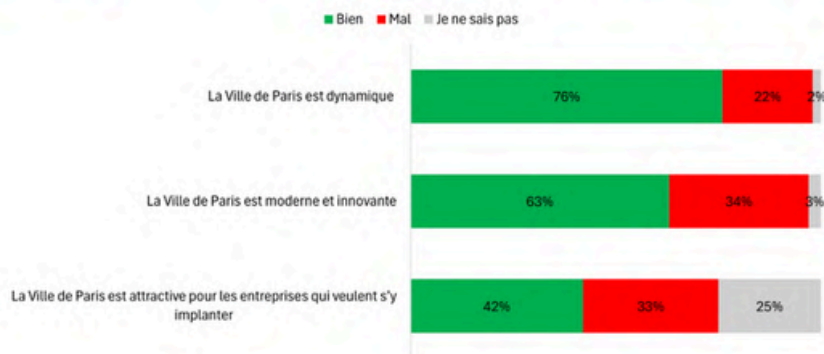
Parmi les personnalités suivantes, candidates déclarées ou potentielles à la Mairie de Paris, laquelle vous semble la plus « pro business », c'est-à-dire la plus favorable et à l'écoute des entreprises de manière générale ? En premier ?



© Regard des chefs d'entreprise et salariés parisiens de TPE/PME sur les élections municipales – Novembre 2025

IMAGE DE LA VILLE DE PARIS

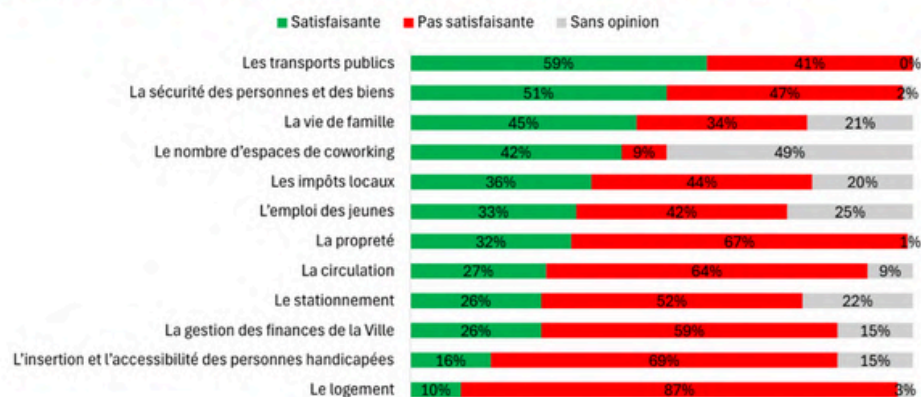
Chacune des phrases suivantes correspond-elle bien ou mal à l'image que vous avez de la Ville de Paris sur le plan économique ?



© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

SITUATION ACTUELLE À PARIS

Comment décririez-vous la situation actuelle à Paris concernant chacun des sujets suivants ?

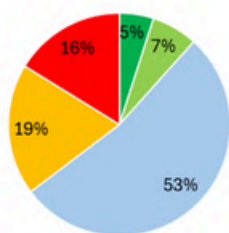


© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

CONDITIONS DE CIRCULATION À PARIS

Quel est l'impact des conditions actuelles de circulation et de stationnement à Paris sur l'activité de l'entreprise dans laquelle vous travaillez ?

■ Très positif ■ Plutôt positif
■ Neutre ■ Plutôt négatif
■ Très négatif

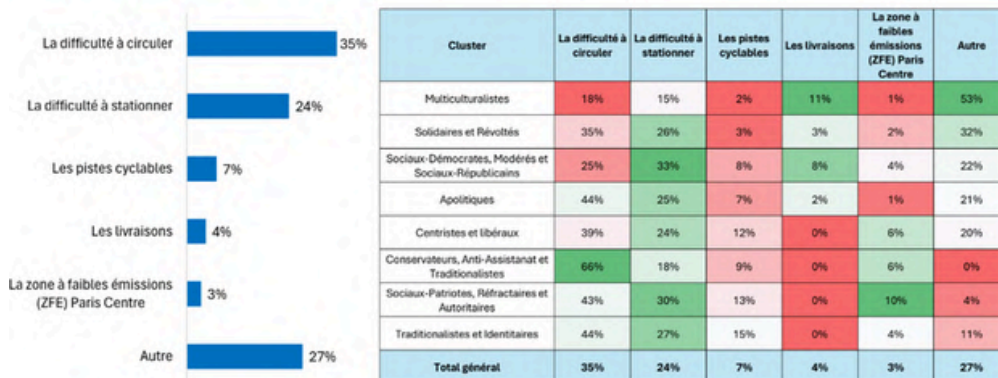


Cluster	Très positif	Plutôt positif	Neutre	Plutôt négatif	Très négatif	Positif	Négatif
Multiculturalistes	15%	11%	67%	5%	2%	26%	7%
Solidaires et Révoltés	0%	5%	59%	17%	19%	5%	36%
Sociaux-Démocrates, Modérés et Sociaux-Républicains	3%	17%	59%	13%	8%	20%	21%
Apolitiques	3%	1%	60%	20%	16%	4%	36%
Centristes et libéraux	0%	0%	46%	30%	24%	0%	54%
Conservateurs, Anti-Assistanat et Traditionalistes	0%	0%	26%	38%	36%	0%	74%
Sociaux-Patriotes, Réfractaires et Autoritaires	0%	9%	12%	47%	32%	9%	79%
Traditionalistes et Identitaires	0%	0%	33%	31%	36%	0%	67%
Total général	5%	7%	53%	19%	16%	12%	35%

© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

CONDITIONS DE CIRCULATION À PARIS

Le cas échéant, quelle est, selon vous la cause principale de cet impact négatif ?

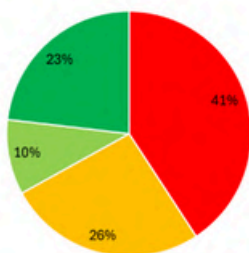


© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

LOGEMENT À PARIS

Au cours des derniers mois, avez-vous été confronté, vous-même ou vos proches, à des difficultés liées au logement à Paris ?

■ Oui, souvent ■ Oui, parfois
■ Oui, mais rarement ■ Non, jamais



Cluster	Oui, souvent	Oui, parfois	Oui, mais rarement	Non, jamais
Multiculturalistes	46%	30%	8%	16%
Solitaires et Révoltés	52%	18%	12%	17%
Sociaux-Démocrates, Modérés et Sociaux-Républicains	39%	27%	10%	24%
Apolitiques	32%	27%	9%	32%
Centristes et libéraux	30%	33%	6%	31%
Conservateurs, Anti-Assistanat et Traditionalistes	32%	31%	3%	33%
Sociaux-Patriotes, Réfractaires et Autoritaires	40%	27%	16%	17%
Traditionalistes et Identitaires	36%	18%	19%	28%
Total général	41%	26%	10%	23%

© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

BILAN DE LA MUNICIPALITÉ

Sur une échelle de 0 à 10, êtes-vous satisfait de l'action menée par la majorité municipale d'Anne Hidalgo à Paris ? (0 = très insatisfait / 10 = très satisfait)



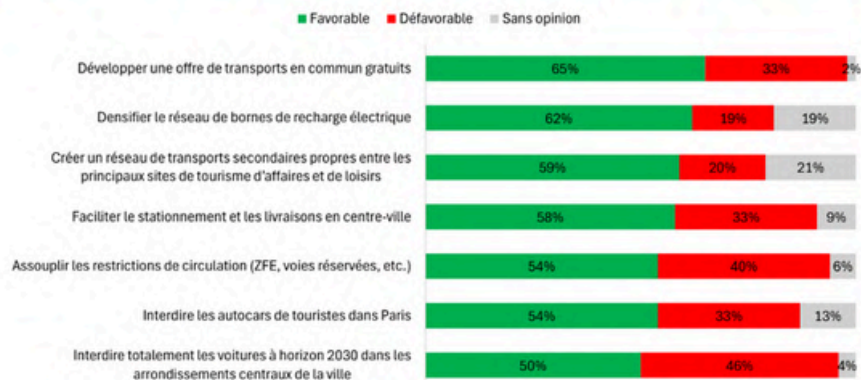
Cluster	Note moyenne
Multiculturalistes	7,3
Solitaires et Révoltés	4,9
Sociaux-Démocrates, Modérés et Sociaux-Républicains	5,8
Apolitiques	3,9
Centristes et libéraux	2,3
Conservateurs, Anti-Assistanat et Traditionalistes	0,9
Sociaux-Patriotes, Réfractaires et Autoritaires	1,3
Traditionalistes et Identitaires	0,6
Total général	4,5

Taille d'entreprise	Note moyenne
1-2 salariés	4,4
3-5	5,0
6-9	3,8
10-19	4,2
20-49	4,0
50-99	4,9
100-249	4,4
250-499	4,7
Fonction principale	Note moyenne
Commercial / Vente / Account Management	4,5
Création / Design / Audiovisuel	5,1
Finance / Comptabilité / Contrôle de gestion	4,0
Juridique / Conformité / RGPD	4,3
Marketing / Communication / Contenu	4,5
Opérations / Service client / Support	4,7
Production / Fabrication / Atelier / Chantier	4,6
Qualité / HSE / RSE / Produit / UX/UI / Design produit	5,0
Santé / Social / Éducation / Formation	4,7
Tech / IT / Data / IA / Cybersécurité	5,1
Autre (préciser)	4,0
Total général	4,5

© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

TRANSPORTS À PARIS

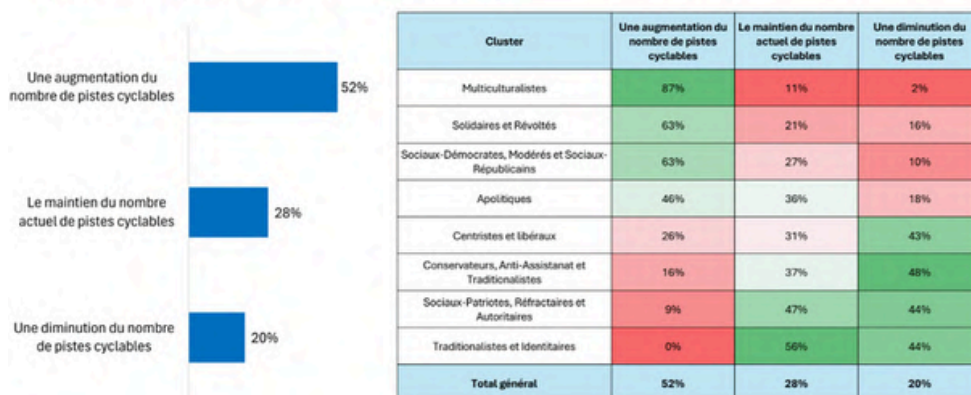
Comment vous positionnez-vous vis-à-vis des mesures suivantes liées aux transports et aux mobilités ?



© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

PISTES CYCLABLES

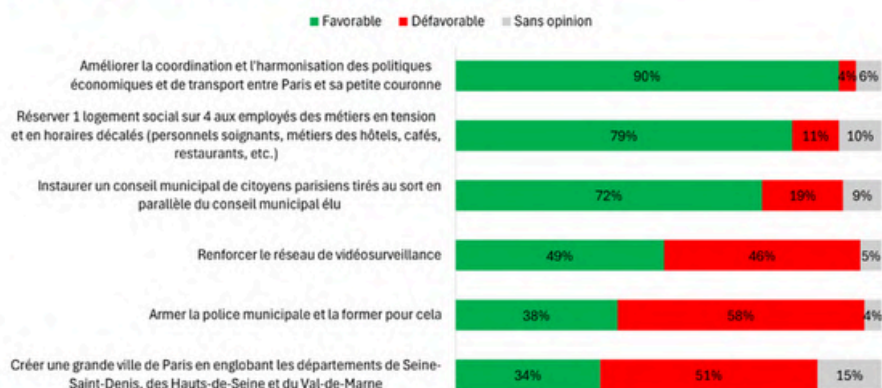
Concernant les pistes cyclables à Paris, souhaitez-vous ?



© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

MESURES GLOBALES

Comment vous positionnez-vous vis-à-vis des mesures suivantes ?



© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Êtes-vous très intéressé, plutôt intéressé, plutôt pas intéressé ou pas du tout intéressé par la campagne des élections municipales de Paris qui auront lieu le 15 et 22 mars 2026 ?



Cluster	Très intéressé	Plutôt intéressé	Plutôt pas intéressé	Pas du tout intéressé	Intéressé	Pas intéressé
Multiculturalistes	52%	33%	10%	4%	86%	14%
Solidaires et Révoltés	43%	27%	18%	12%	70%	30%
Sociaux-Démocrates, Modérés et Sociaux-Républicains	25%	55%	10%	10%	80%	20%
Apolitiques	21%	43%	22%	14%	64%	36%
Centristes et libéraux	33%	44%	8%	14%	78%	22%
Conservateurs, Anti-Assistanat et Traditionalistes	39%	40%	15%	6%	78%	22%
Sociaux-Patriotes, Réfractaires et Autoritaires	22%	47%	14%	17%	69%	31%
Traditionalistes et Identitaires	29%	47%	18%	6%	77%	23%
Total général	35%	40%	15%	10%	75%	25%

© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025

ÉLECTIONS MUNICIPALES – SALARIÉS

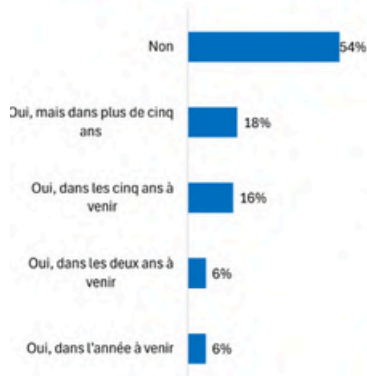
Parmi les personnalités suivantes, candidates déclarées ou potentielles à la Mairie de Paris, laquelle vous semble la plus « pro business », c'est-à-dire la plus favorable et à l'écoute des entreprises de manière générale ? En premier ?



© Regard des chefs d'entreprise et salariés parisiens de TPE/PME sur les élections municipales - Novembre 2025

QUITTER PARIS

Envisagez-vous de quitter Paris ?



Cluster	Oui, dans l'année à venir	Oui, dans les deux ans à venir	Oui, dans les cinq ans à venir	Oui, mais dans plus de cinq ans	Non
Multiculturalistes	4%	4%	9%	16%	67%
Solidaires et Révoltés	13%	9%	18%	11%	48%
Sociaux-Démocrates, Modérés et Sociaux-Républicains	3%	5%	17%	16%	60%
Apolitiques	6%	7%	16%	17%	53%
Centristes et libéraux	3%	0%	23%	24%	50%
Conservateurs, Anti-Assistanat et Traditionalistes	20%	6%	14%	26%	34%
Sociaux-Patriotes, Réfractaires et Autoritaires	0%	19%	30%	19%	33%
Traditionalistes et Identitaires	6%	6%	16%	25%	47%
Total général	6%	6%	16%	18%	54%

© Regard des salariés parisiens de TPE/PME sur l'attractivité de Paris et sur les élections municipales - Octobre 2025



CONTACT

Bernard COHEN-HADAD

Président

cpme.bch@orange.fr

Anthony MÉTAYER

Délégué général

a.metayer@cpmeparis.fr